

Tribune libre

LES ELECTIONS EUROPEENNES DU 7 JUIN : UNE OPERATION DE SOUTIEN A L'EUROPE DES CAPITALISTES ET AU GOUVERNEMENT DE SARKOZY – PAS UNE VOIX OUVRIERE !

(Groupe CCI-T - <http://www.cci-t.org>)

Le sens du vote Non de 2005 et comment Sarkozy s'est assis dessus

Le 29 mai 2005, un NON clair et massif rejetait le référendum plébiscite de Chirac Villepin Sarkozy sur le

Traité Constitutionnel Européen. Ce vote exprimait clairement l'opposition d'une grande majorité des travailleurs et des jeunes à l'Europe des capitalistes et des banquiers, malgré les appels au vote OUI de la direction du PS ou le soutien déguisé des principales directions syndicales qui refusaient obstinément de donner des consignes de vote pour le NON. Mais, à peine élu en 2007, Sarkozy a fait ratifier par le

Congrès l'adhésion au Traité de Lisbonne, simple décalque du Traité Constitutionnel Européen, faisant ainsi rentrer par la fenêtre ce que la classe ouvrière et la jeunesse avait jeté dehors par les urnes.

Les élections européennes sont la poursuite de cette opération de mystification

C'est sur le dos des salariés que les gouvernements bourgeois ont construit l'Union européenne. Avec le développement de la crise, l'Europe des capitalistes apparaît chaque jour plus clairement comme un instrument pour liquider les acquis sociaux, justifier la destruction des services publics, accentuer la concurrence entre les travailleurs des différents pays. En Slovaquie, en République tchèque, en Roumanie, un salarié coûte jusqu'à 50% de moins qu'en France. Que les partis de la bourgeoisie, UMP en tête, appellent à élire un maximum de députés « qui auront la même énergie que Nicolas Sarkozy... », cela n'a rien d'étonnant. Mais les partis ouvriers qui se présentent à ces élections, prétendent aujourd'hui qu'il deviendrait possible de transformer l'Europe des capitalistes, celle-là même qui avait été rejetée par le vote de 2005, en changeant la majorité des députés au Parlement européen. La hausse des salaires, l'interdiction des licenciements, un Smic européen, l'unification par le haut des droits sociaux etc., tout deviendrait possible. C'est une fumisterie !

Les institutions européennes, Parlement compris, sont taillées sur mesure pour les intérêts des bourgeoisies européennes, et d'abord des plus puissantes d'entre elles. Ainsi par exemple, la durée légale du temps de travail hebdomadaire est-elle limitée dans l'UE à 48h, mais 15 pays sur 27 bénéficient d'une dérogation leur permettant d'aller jusqu'à 60h si besoin est comme en Angleterre, sans que les députés européens n'aient la moindre possibilité de changer les choses !

La participation des partis ouvriers aux élections européennes du 7 juin tourne le dos au sens du vote

NON des travailleurs et des jeunes de 2005. Mais l'abstention massive qui s'annonce signifie que les travailleurs et les jeunes refusent de se laisser bernier, refusent qu'on veuille leur faire prendre des vessies pour des lanternes.

Des journées d'action sans lendemain aux élections européennes du 7 juin : la trahison du combat pour jeter dehors le gouvernement des capitalistes et des banquiers.

Les dirigeants du PS, du PCF et du PG réunis dans le Front de Gauche, du NPA, de LO prétendent également que ces élections européennes doivent être l'occasion de « lancer un avertissement à Sarkozy », de le « sanctionner », de retranscrire dans les urnes la colère qui s'est exprimée dans les grèves et les manifestations. C'est une deuxième mystification ! La classe ouvrière et de la jeunesse savent qu'il ne sert à rien de lancer un énième avertissement. Ils cherchent à centraliser leur combat contre le gouvernement des patrons, cherchent la voie de la grève générale pour en finir avec lui et toute sa politique.

Mais les dirigeants des organisations syndicales, en multipliant les journées d'action sans lendemain, en isolant les combats, chacun dans son coin, chacun dans son secteur, ont permis à Sarkozy et à son gouvernement de déclarer qu'ils se sentaient désormais tranquilles jusqu'à l'été. D'ailleurs, l'objectif de ces journées d'action annoncé par les directions syndicales n'était-il pas simplement qu'il fallait « se faire entendre du gouvernement », que « Sarkozy ne reste pas sourd à la détresse des salariés », lui qui n'est pas sourd mais s'en fiche comme de l'an quarante ! Inviter les travailleurs à lancer un avertissement à Sarkozy au travers de ces élections européennes participe ni plus ni moins du même résultat : indiquer à Sarkozy qu'il a toute latitude jusqu'en 2012. Dans ces conditions, appeler les travailleurs et les jeunes à voter le 7 juin « à gauche » ou « à gauche de la gauche », c'est leur signifier en réalité que tout va continuer comme avant, au rythme décidé par Sarkozy, que l'important sera ensuite de préparer les élections régionales, puis les présidentielles de 2012, pendant que licenciements et mauvais coups vont continuer de pleuvoir.

S'il existait un Parti Ouvrier Révolutionnaire, il organiserait le boycott des élections européennes du

7 juin, à la fois contre l'Europe des capitalistes et pour chasser Sarkozy et son gouvernement du pouvoir.

Pour chasser les gouvernements bourgeois, pour les Etats Unis Socialistes d'Europe !

Il faut construire un Parti Ouvrier Révolutionnaire

Construire l'Europe des travailleurs et des jeunes, aller vers les Etats Socialistes d'Europe, implique de renverser les gouvernements bourgeois des différents pays européens, à commencer par celui de Sarkozy, de détruire les institutions européennes réactionnaires. Cela implique que la classe ouvrière en France, en

Allemagne, en Italie etc., parvienne à prendre le pouvoir, à constituer des gouvernements des travailleurs eux-mêmes, qui s'attaquent résolument au capitalisme en interdisant les licenciements, en expropriant les banques et les grandes entreprises, en organisant la production en fonction des besoins et non plus du profit, en développant la coopération et la solidarité au lieu de la concurrence entre les salariés des pays européens. La seule solution c'est d'aller au socialisme. C'est la seule réponse cohérente que la classe ouvrière et la jeunesse peuvent opposer au capitalisme en crise qui les précipite jour après jour dans une misère plus grande, qui prétend aujourd'hui construire l'Europe pour la paix, mais prépare les affrontements de demain.

Pour y parvenir, il faut construire un Parti Ouvrier Révolutionnaire, une Internationale Ouvrière, dont l'absence laisse encore le champ libre aux manoeuvres, petites et grandes, de tous ceux qui, tout en se réclamant de la défense des salariés, permettent dans les faits à la bourgeoisie de se maintenir au pouvoir et de poursuivre son offensive.

Le CCI(T) qui est un des éléments de la construction de ce Parti Ouvrier Révolutionnaire, de l'Internationale Ouvrière, propose la discussion la plus ouverte sur ces questions.